

Questions au Feuilleton

PÉTITIONS

DÉPÔT DES RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que la pétition que le député de Vaudreuil (M. Herbert) a remise au greffier de la Chambre le jeudi 19 janvier 1984 est conforme au Règlement quant à la forme.

La pétition que le député de Grey-Simcoe (M. Mitges) a présentée le 19 janvier 1984 n'est pas conforme au Règlement quant à la forme.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS PERMANENTS

PRÉSENTATION DU 4^e RAPPORT DU COMITÉ DE SÉLECTION

M. Charles Turner (London-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter dans les deux langues officielles le quatrième rapport du comité de sélection.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport figure aux Procès-Verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

PÉTITION

M. GREENAWAY—ON APPUIE LA LOI CANADIENNE SUR LA SANTÉ

M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin): Monsieur le Président, je m'empresse de présenter une pétition signée par 183 citoyens de la circonscription de Cariboo-Chilcotin en Colombie-Britannique qui appuient les principes proposés par l'association des infirmières diplômées de la Colombie-Britannique au sujet du projet de loi C-3 visant à établir la loi canadienne sur la santé.

Cette pétition veut appuyer l'engagement pris dans la loi canadienne sur la santé de faire du régime de soins médicaux primaires le fondement du programme de services médicaux, mais elle veut également souligner la nécessité de services de santé plus complets que n'en prévoit actuellement le projet de loi et d'un contrôle provincial plus étroit que celui qu'il propose.

Les pétitionnaires espèrent, monsieur le Président, qu'après avoir examiné leur pétition, vous la trouverez conforme aux exigences du gouvernement et que vous la renverrez au comité compétent le plus tôt possible.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 126 et 257.

[Texte]

LE PROGRAMME DE FORMATION ET D'ADAPTATION AU TRAVAIL

Question n^o 126—M. Stewart:

Existe-t-il un programme de formation et d'adaptation au travail et, le cas échéant, depuis sa création, a) combien de personnes y ont été admises, b) combien a-t-il coûté au total au cours de chaque année financière?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Il y a un Programme d'adaptation au travail depuis 1973-1974.

1973-1974	a) 49	b) non disponible	} Intégré dans d'autres programmes
1974-1975	294	non disponible	
1975-1976	865	non disponible	
1976-1977	1 094	non disponible	
1977-1978	1 513	\$1 259 673	
1978-1979	1 537	\$1 652 658	
1979-1980	1 126	\$1 233 554	
1980-1981	1 131	\$ 805 124	
1981-1982	1 080	\$1 423 693	
1982-1983	1 159	\$1 532 582	
Total	9 848	\$7 907 284	

LES TROUSSES D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT

Question n^o 257—M. Scott (Victoria-Haliburton):

1. A-t-on envoyé des trousse d'information du gouvernement à des enseignants, à la mi-octobre et, le cas échéant, a) combien, b) combien en a coûté l'expédition par la poste?

2. A-t-on payé la *Southern Direct Marketing Services* pour expédier ces documents et, le cas échéant, combien?

3. Qui a autorisé la dépense des fonds nécessaires à la production et à l'expédition de ces trousse?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): 1. a) Les trousse d'information n'ont pas été envoyées aux enseignants eux-mêmes. Elles ont été expédiées à la mi-octobre, à 8,025 personnes comprenant: les ministres et sous-ministres de l'éducation, des directeurs d'éducation, des directeurs responsables de la formation des enseignants ainsi que des programmes d'études et d'instruction, des surintendants chargés de l'inspection des établissements scolaires, des cadres administratifs, des surintendants et des surintendants-adjoints, des superviseurs régionaux et leurs adjoints, des conseillers pédagogiques, des coordinateurs et des chefs de section. En outre, 15,716 directeurs d'école ont reçu des trousse d'information.

b) Les frais de poste se sont élevés à \$60,050.34.

2. La compagnie *Southam Direct Marketing Services* a touché \$2,301.70 pour ses services.

3. Les dépenses ont été autorisées par le Centre d'information sur l'unité canadienne.

[Traduction]

M. Evans: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.